

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20058 - 77EME ANNÉE

Face à l'évolution de la situation sanitaire, le Parti communiste réunionnais interpelle les pouvoirs publics

PCR : « COVID-19 : les restrictions sanitaires pour qui et pourquoi ? »

Le PCR note que de plus en plus de pays mettent fin aux restrictions sanitaires, en particulier en Europe où en termes de nouvelles infections journalières à la COVID-19, la situation est équivalente à celle de La Réunion. Le PCR rappelle que le confinement pendant près de 2 mois l'an dernier alors que le virus ne circulait pas « a ouvert les yeux des Réunionnais sur des contradictions flagrantes des décideurs », et souligne que le Pass vaccinal n'est pas exigé « pour des réunions politiques et pour entrer à l'Assemblée nationale et au Sénat ». « Le PCR demande donc à l'État d'élargir à La Réunion les mêmes conditions d'accès au Parlement et aux réunions politiques. Mettre fin aux restrictions ».

De plus en plus de pays lèvent les restrictions sanitaires. Sur la base d'observations scientifiques, ils considèrent que la COVID-19 est devenue endémique et que ses nouveaux variants ne nécessitent plus un arsenal de mesures contraignantes. Le dernier en date est le Danemark qui a pourtant un taux de contamination journalière équivalent à celui de La Réunion.

Dans ce pays, le nombre de personnes vaccinées ajouté à celui des contaminées par le variant Omicron permettra d'atteindre l'immunité collective, selon le gouvernement danois. Principales conséquences :



plus de pass sanitaire, plus de vaccination obligatoire pour certaines professions. Cette décision est soutenue par la population : 62 % des Danois font confiance à la gestion de la crise sanitaire par leur gouvernement, nous sommes ici bien loin de ce pourcentage.

Depuis le début de la crise sanitaire, les Réunionnais subissent les conséquences de décisions inadaptées à la réalité. Ainsi pendant près de deux mois en 2020, nous avons eu un confinement strict alors que le virus ne circulait pas dans notre île. Ce confinement a eu des conséquences désastreuses pour notre économie. Surtout, il a ouvert les yeux des Réunionnais sur des contradictions flagrantes des décideurs.

Actuellement, La Réunion vit sous le régime du Pass vaccinal imposant une nouvelle injection tous les 3 mois. Ce Pass vaccinal est même imposé à des lycéens qui passent leurs examens : pas de Pass vaccinal, pas de diplôme ! Pourtant, ces documents ne sont pas exigés pour des réunions politiques, pour entrer à l'Assemblée Nationale et au Sénat.

Le scandale doit cesser. Le PCR demande donc à l'État d'élargir à La Réunion les mêmes conditions d'accès au Parlement et aux réunions politiques. Mettre fin aux restrictions.

Bureau de Presse du PCR
Fait au Port,
ce mercredi 2 février 2022

Batsiraï : quelle sera la solidarité de La Réunion avec Madagascar ?

Ce 3 février, le cyclone Batsiraï longe les côtes réunionnaises à une distance comprise entre 180 et 200 kilomètres. Il ne devrait se rapprocher davantage avant de s'éloigner vers l'Ouest. Malgré cette distance importante des côtes, d'importants dégâts sont d'ores et déjà à dénombrer avec un drame évité de justesse suite à un éboulis sur la route de Salazie.

L'intégration de La Réunion à la France et à l'Europe fait qu'en cas de coup dur, notre île peut compter sur une aide importante venant de l'hémisphère Nord. Les fonds de secours ne manqueront pas d'être activés pour venir en aide à ceux qui ont subi des pertes, le seul problème est de savoir si les interventions financières seront suffisamment rapides pour être pleinement efficace.

Par ailleurs, les luttes menées notamment par les communistes ont obligé Paris à investir à La Réunion dans la construction de logements sociaux, même s'il en manque encore 30.000. Les locataires de ces logements ne vivent plus dans des bidonvilles, et peuvent donc affronter sereinement un cyclone sans crainte pour leur vie.

Mais d'autres anciennes colonies de la France sont dans une situation bien différente, à commencer par Madagascar où le pillage par les colons et la destruction des institutions du Royaume de Madagascar continuent de produire quotidiennement leurs effets et sont une des raisons qui expliquent la situation sociale alarmante de ce pays. Une des illustrations est l'aménagement du territoire imposé par les autorités coloniales. A Antananarivo, elles ont détourné des cours d'eau et asséché les rizières qui se situaient entre les collines pour y construire la capitale coloniale.

La Réunion à la « une » de la TVM

Or, Madagascar a été touchée voici deux semaines par le cyclone Ana. C'est la région Analamanga comprenant Antananarivo que les dégâts ont été les plus importants : 34 morts et la grande majorité des plus de 100.000 sinistrés. Ces derniers ont commencé à quitter les centres d'hébergement d'urgence pour aller dans des habitats précaires. Des milliers vivent dans des tentes, ce sont des réfugiés climatiques à l'intérieur de leur propre pays. La crise est si grave que l'aide internationale est sollicitée. C'est donc un pays qui vient à peine de subir le choc d'un cyclone qui se prépare à en affronter un autre encore bien plus intense. Le Bureau national de gestion des risques et des catastrophes prévoit près de 600.000 sinistrés et plus de 140.000 personnes à déplacer.

Les Réunionnais ne connaissent qu'un aperçu de la puissance Batsiraï, car il passe à près de 200 kilomètres des côtes. Mais samedi matin, il touchera de plein fouet la terre malgache avec des vents moyens estimés à 175 kilomètres par heure. Cela suscite une grande inquiétude, car le passage de Batsiraï à La Réunion fait la « une » du journal télévisé de la TVM. Autrement dit, Madagascar se prépare au pire.

Devoir de solidarité

D'ores et déjà se pose la question de la solidarité que La Réunion sera capable de témoigner en direction de Madagascar. Ce pays a été le principal contributeur à son peuplement par la déportation dans notre île de milliers de Mal-

gaches réduits en esclavage. Madagascar fut ensuite victime comme nous de la colonisation, à laquelle participèrent malheureusement des Réunionnais venus faire fortune en exploitant des Malgaches traités légalement comme des esclaves à cause de l'application du Code de l'indigénat par la France.

Cette solidarité répondra bien sûr à un besoin urgent pour venir en aide aux victimes et commencer à reconstruire. Mais compte tenu des relations historiques et culturelles liant la Grande Île à notre pays depuis la colonisation de La Réunion il y a plus de 350 ans, elle aura une dimension particulière. Il appartient en effet aux Réunionnais de montrer qu'ils sont pleinement solidaires d'un voisin qui vise le statut de pays émergent dans les prochaines décennies. Les grandes puissances ne s'y trompent pas et y investissent massivement. Si Madagascar devient un pays avec une classe moyenne nombreuse, quel sera le regard des Malgaches sur une petite île de l'océan Indien arrimée à une Union européenne en déclin ? Les Malgaches voudront-ils ouvrir leurs portes à de jeunes Réunionnais qui penseront y construire leur avenir ?

La réponse à ces questions dépend beaucoup de l'attitude des responsables politiques réunionnais aujourd'hui. Actuellement, les transferts publics sont encore abondants, et l'ensemble des collectivités réunionnaises gèrent un budget équivalent à celui de l'ONU. Autant dire qu'aux yeux de nombreux Malgaches, La Réunion apparaît comme le pays le plus développé d'Afrique et donc comme un pays riche. La Réunion sera-t-elle à la hauteur de cette responsabilité ?

Edito

Calendrier scolaire inadapté à La Réunion : déjà 4 jours d'école perdus, série en cours

Batsiraï : les écoles sont fermées depuis mercredi et n'ouvriront pas avant lundi.

La Réunion est une île tropicale située dans l'hémisphère Sud. Comme le rappelle le passage de Batsiraï, c'est actuellement le cœur de la saison cyclonique. Ceci avait amené les autorités à mettre en place un calendrier scolaire bien différent de celui de la France, avec deux mois de vacances en janvier-février afin d'éviter de faire cours pendant les mois les plus chauds de l'été tropical, qui sont également les mois où la probabilité du passage d'un cyclone est la plus élevée.

Mais depuis plus de 20 ans, les autorités responsables du système scolaire en place à La Réunion ont procédé par petites touches pour considérablement raccourcir les vacances d'été au profit d'un allongement des vacances d'hiver. Désormais, les grandes vacances d'été durent à peine un mois, tandis que celle d'hiver s'étalent sur un mois.

Ceci nuit tout d'abord à la qualité des apprentissages. En effet, en France, les grandes vacances se situent en été, pendant deux mois alors que les vacances de Noël se limitent à deux semaines. Ceci permet aux élèves d'éviter d'être en classe pendant la période des grandes chaleurs.

Mais ce qui est bon pour les élèves en France ne l'est pour ceux de La Réunion, en conséquence, un obstacle supplémentaire est infligé aux jeunes Réunionnais.

Ensuite, le risque de journées de cours perdues en raison des conditions climatiques est bien réel. Ce sont autant de journées à rattraper qui ne seront pas compensées par un allongement de l'année scolaire pendant l'hiver.

Les arguments des défenseurs de ce calendrier sont connus : il s'agit de réduire la durée des vacances d'été car elles constituent une coupure

importante durant l'année scolaire qui commence mi-août pour se finir début juillet. Cet argument ne tient pas la route, car il suffit de faire commencer l'année scolaire en mars pour la terminer en décembre afin que les grandes vacances ne soient pas une rupture préjudiciable à la continuité des apprentissages.

Survient alors l'argument massue : tout d'abord permettre à des bacheliers dont les parents en ont les moyens de poursuivre leurs études en France sans risque d'un trimestre perdu pour cause de calendrier décalé avec la France et ensuite intégrer les enseignants dans le mouvement national français afin qu'un enseignant venu de France au terme de l'année scolaire puisse être en poste à La Réunion au moment de la rentrée suivante, et inversement.

Il serait intéressant de connaître précisément combien de jeunes Réunionnais décident de quitter leur île après le bac pour aller en France. Ce nombre doit être mis en rapport avec les plus de 200.000 jeunes Réunionnais qui subissent les conséquences d'un calendrier inadapté.

En Kanaky Nouvelle Calédonie, une collectivité de la République, le calendrier est adapté au climat comme en France : début de l'année scolaire à la mi-février et fin de l'année scolaire aux alentours du 15 décembre afin que les vacances d'été puissent durer 2 mois. Ce calendrier différent n'interdit pas les mutations d'enseignants venant de France et n'empêche pas ceux qui le souhaitent de poursuivre leurs études dans ce pays. Alors pourquoi un tel calendrier ne s'applique-t-il pas à La Réunion ? Qui a intérêt à rendre plus difficile la réussite scolaire des jeunes Réunionnais ?

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Mon l'akt de foi :

Mi kroi dann kréol rényoné konm mi kroi dann la déstiné lo pèp rényoné, dann son jéni, dann son kapassité momandoné angaj son l'avnir

Mé z'ami, si mi di azot, dsi la késtyonn kréol rényoné, an toutan, mwin la garde konfyans, mwin la touzour garde konfyanss. Pé s'fèr zot va réponde amwin mwin té i rogard pa la vérité an fass konm k'i fo. Mi rofiz oir lo vré pars mi kontante amwin avèk mon rèv, mon zilizyon.

Pou kossa mi di sa ? Pars néna kékzour mwin la trouv in dalon, é dalon la, la di amwin konmsa : sanm pou li kréol rényoné l'aprè disparète. Kan mwin la marke mon sirprize, li la di amwin, i fo mi atéri in pé, é ké mi arète marsh tête anlèr, pars a tro marsh la tête an l'èr mwin lé riskab pa oir la vérité zamé...

Mwin lété ankòr pli étoné é pou sa mwin la domande ali kossa i lé son vérité dann sète afèr d'lang : li la réponde amwin la vérité sé ké la lang franssèz l'aprè manje kréol rényoné, l'aprè étinde son rass, l'aprè vire son po zak.

Mézami mwin néna bien lo linpréssion sé li k'lé dann fo é mwin dann vré. Pou koué ? Pars pou mor i fo ou lé malade é mi panss pa noute lang kréol lé malade mé an kontrère èl lé bien vivan. Par kossa li lé bien vivan ?

Par la kantité d'moune mi antan koze kréol dann shomin. Par la mizik kréol, mi antande partou. Par lo bande zé d'mo mi antande dovan shak boutik é ké mi panss sé lo prinssipal landroi noute kréol rényoné, i viv, i évolyé, i ronouvèl. Par son vitalité dann la popilassion rényonèze.

Sa in lang malade?. Pa ditou, an kontrère, in lang bien vivan.

Justin

NB

– « J'ai vécu au sein du monstre et je connais ses entrailles mais ma fronde est celle de David » – une citation de José Martí dans une lettre écrite à un ami la veille de sa mort les armes à la main l'année 1880.